

## RAPPORT DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE DE GAZ

En cas de vente, la validité du présent rapport est fixée à 3 ans.

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 271-6, R. 271-1 à R. 271-4 et R. 134-6 à R. 134-9 ;  
Vu le décret no 2006-1147 du 14 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique et à l'état de l'installation intérieure de gaz dans certains bâtiments

Vu l'arrêté du 25 avril 2012 modifiant l'arrêté du 2 août 1977 modifié relatif aux règles techniques et de sécurité applicable aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situés à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances

En cas de location, la validité du présent rapport est fixée à 6 ans.

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014.

Vu le décret 2016-1104 du 11 août 2016

Vu l'arrêté du 12 février 2014 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 modifié par l'arrêté du 24 août 2010 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz

Vu l'arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P45-500 de janvier 2013.

### A DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Localisation du ou des bâtiments</b></li> <li>Type de bâtiment : <input type="checkbox"/> appartement <input checked="" type="checkbox"/> maison individuelle</li> <li>Nature du gaz distribué : <input checked="" type="checkbox"/> GN <input type="checkbox"/> GPL <input type="checkbox"/> Air propané ou butané</li> <li>Distributeur de gaz : <b>GAZ DE FRANCE</b></li> <li>Installation alimentée en gaz : <input checked="" type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</li> <li>Rapport n° : <b>90235 DRFIPCENTRE VAL DE LOIRE ET LOIRET GAZ</b></li> </ul>	Désignation et situation du ou des lots de copropriété : Adresse : <b>CHATEAU DE LA CHESNAIE 50 rue des montées 45100 ORLÉANS</b> Escalier : Bâtiment : N° de logement : Etage : Numéro de Lot : Réf. Cadastre : <b>NC</b> Date du Permis de construire :
---	---

### B DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Désignation du propriétaire de l'installation intérieure de gaz :</b></li> <li>Nom : <b>DRFIPCENTRE VAL DE LOIRE ET LOIRET</b></li> <li>Prénom : <b>DIRECTION DE L'IMMOBILIER DE L'ETAT</b></li> <li>Adresse : <b>POLE DE GESTION DOMANIALE CS 84646 70 RUE DE LA BRETONNERIE 45000 ORLÉANS</b></li> <li>● <b>Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :</b></li> <li>Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :</li> <li>Nom / Prénom</li> <li>Adresse :</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Titulaire du contrat de fourniture de gaz :</b></li> <li>Nom :</li> <li>Prénom :</li> <li>Adresse :</li> <li>Téléphone :</li> </ul>	<input type="checkbox"/> Numéro de point de livraison gaz Ou <input type="checkbox"/> Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres Ou <input type="checkbox"/> A défaut le numéro de compteur <b>Numéro :</b>

**C DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC****• Identité de l'opérateur de diagnostic**

Nom / Prénom : **CHER Julien**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **EX'IM CENTRE**

Adresse : **808, rue de la Bergeresse  
45160 OLIVET**

N° Siret : **44810132900044**

Désignation de la compagnie d'assurance : **MMA**

N° de police : **114.231.812** date de validité: **31/12/2021**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : **ICERT, Parc Edonia  
rue de la terre victoria 35760 SAINT-GRÉGOIRE** le **11/05/2018**

N° de certification : **CPDI4837**

Norme méthodologique ou spécification technique utilisée : **NF P45-500 Janvier 2013**

## D IDENTIFICATION DES APPAREILS

Appareils raccordés et CENR <sup>(4)</sup>		Observations					
Genre (1)	Type (2)	Débit calorifique (L/min)		Taux de CO (ppm)			Anomalie
Marque	Puissance (kW)	Théorique	Mesuré	CENR ou A.R. sans D.E.M (3)	D.E.M à l'arrêt (3)	D.E.M en marche (3)	Motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné
Modèle	Localisation						
<b>Chaudière</b>	<b>Raccordé</b>	<b>269,78</b>					<b>PAS EN SERVICE</b>
BUDERUS	140,00						
	Cave - Mur D						
<b>Chauffe eau gaz</b>	<b>Raccordé</b>	<b>23,12</b>					<b>PAS EN SERVICE</b>
E.L.M.LEBLANC	12,00						
AGL 12	Cellier - Mur C						
<b>Chauffe eau gaz</b>	<b>Raccordé</b>	<b>23,12</b>					<b>PAS EN SERVICE</b>
E.L.M.LEBLANC	12,00						
AGL 12	Cellier - Mur C						
<b>Chauffe eau gaz</b>	<b>Raccordé</b>	<b>23,12</b>					<b>PAS EN SERVICE</b>
E.L.M.LEBLANC	12,00						
AGL 12	Cellier - Mur C						

Autres appareils		Observations	
Genre (1)	Type (2)	Anomalie	
Marque	Puissance (kW)	Motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné	
Modèle	Localisation		
<b>Tuyauterie en attente</b>	<b>Non raccordé</b>	<b>Anomalie(s) : 8b</b>	
	Cuisine - Mur D		

LEGENDE	
(1)	Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur, ....
(2)	Non raccordé – Raccordé - Etanche
(3)	A.R. : Appareil raccordé - D.E.M : Dispositif d'Extraction Mécanique
(4)	CENR : Chauffe Eau Non Raccordé

## E ANOMALIES IDENTIFIEES

Point de contrôle N° (3)	A1 <sup>(4)</sup> , A2 <sup>(5)</sup> , DGI <sup>(6)</sup> ou 32c <sup>(7)</sup>	Libellé des anomalies	Localisation	Recommandations
<b>8b</b>	<b>A2</b>	<b>L'extrémité du robinet ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée</b>	<b>Cuisine</b> <b>Appareil 1 (Tuyauterie en attente)</b>	<b>Intervention au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV).METTRE UN BOUCHON</b>
<p><i>L'absence de robinet ou son inaccessibilité exclut la possibilité de couper l'arrivée du gaz à l'appareil (par exemple, dans le cas de dé-raccordement accidentel ou de rupture du tube souple, pour son remplacement ou en cas d'incident sur l'appareil).</i></p> <p><i>Il existe un risque de fausse manoeuvre si un robinet n'est pas obturé par un bouchon alors qu'il ne dessert aucun appareil. Cette fausse manoeuvre peut entraîner un dégagement de gaz et donc un risque d'explosion.</i></p> <p><i>Le même risque existe si une tuyauterie en aval d'un robinet n'est pas obturée par un bouchon vissé, alors qu'elle n'est raccordée à aucun appareil.</i></p>				



LEGENDE	
(3)	Point de contrôle selon la norme utilisée
(4) A1	Présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation
(5) A2	L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.
(6) DGI (Danger Grave et Immédiat)	L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.
(7) 32c	La chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

**NOTE A L'ATTENTION DE L'ACQUEREUR :** votre rapport contient une ou plusieurs anomalies de type A1 et/ou A2 ?

Vous souhaitez obtenir gratuitement des informations sur l'(les) anomalie(s) détectée(s), les travaux à réaliser ou être mis en relation avec un installateur ?

Principal distributeur de gaz naturel en France et conformément à ses missions de service public, GRDF vous informe, quel que soit votre fournisseur d'énergie.

Les conseillers GRDF sont à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en conformité de votre installation au [09 69 36 28 70](tel:0969362870) du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi de 9h à 18h.

*Si votre installation présente un **Danger Grave Immédiat**, le diagnostiqueur doit interrompre immédiatement l'alimentation en gaz de (ou des) partie(s) d'installation concernée, et GRDF prendra contact avec vous pour lever l'anomalie dans les meilleurs délais.*

*GRDF ne vend ni n'installe d'équipement de chauffage*

**F**

## IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

**G**

## CONSTATATIONS DIVERSES

- Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée.
- Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté.
- Le conduit de raccordement n'est pas visitable

Le technicien se tient à la disposition du donneur d'ordre et/ou de l'acheteur en vue d'effectuer, à sa demande, ultérieurement les vérifications n'ayant pu être réalisées dans la mesure où les moyens nécessaires auront été mis à sa disposition. Cette visite complémentaire fera l'objet d'un forfait correspondant aux frais et temps de déplacement.

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type  qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type  qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type  qui devront être réparées avant remise en service.

**Tant que la (ou les) anomalie(s) DGI n'a (ont) pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du (ou des) appareil(s) à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.**

- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz




## H ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

- Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz
- Ou  Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- Transmission au Distributeur de gaz par \_\_\_\_\_ des informations suivantes :
- Référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
  - Codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI)
- Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

## I Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

- Transmission au Distributeur de gaz par \_\_\_\_\_ de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur
- Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie

## J SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRISE

<p>Signature / cachet de l'entreprise</p> 	<p><b>Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz</b></p> <p>Visite effectuée le : <b>31/05/2021</b></p> <p>Fait à <b>OLIVET</b> le <b>07/06/2021</b></p> <p>Rapport n° : <b>90235 DRFIPCENTRE VAL DE LOIRE ET LOIRET GAZ</b></p> <p>Date de fin de validité : <b>06/06/2024</b></p> <p>Nom / Prénom du responsable : <b>SURATEAU Jean-Yves</b></p> <p>Nom / Prénom de l'opérateur : <b>CHER Julien</b></p>
--	--

**Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.**

## ANNEXE – PHOTOS

## Point de contrôle N° 8b

Description :

**A2** L'extrémité du robinet ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée

**CERTIFICAT DE QUALIFICATION**



## Certificat de compétences Diagnostiqueur Immobilier

N° CPDI4837    Version 002

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

### Monsieur CHER Julien

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

<b>Amiante sans mention</b>	<b>Amiante Sans Mention*</b> Date d'effet : 24/05/2018 - Date d'expiration : 23/05/2023
<b>DPE individuel</b>	<b>Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel</b> Date d'effet : 17/07/2018 - Date d'expiration : 16/07/2023
<b>Electricité</b>	<b>Etat de l'installation intérieure électrique</b> Date d'effet : 14/05/2018 - Date d'expiration : 13/05/2023
<b>Gaz</b>	<b>Etat de l'installation intérieure gaz</b> Date d'effet : 11/05/2018 - Date d'expiration : 10/05/2023
<b>Plomb</b>	<b>Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb</b> Date d'effet : 21/06/2018 - Date d'expiration : 20/06/2023

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.  
Edité à Saint-Grégoire, le 21/09/2018.



\* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

\*\*Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

**Certification de personnes  
Diagnostiqueur**  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

CPE DI FR 11 rev13